rapport annuel 1984-85

rapport annuel
1984-85

Association
des Universités
et Collèges
du Canada

On peut se procurer des exemplaires
de ce rapport en s'adressant au:

Bureau des Publications
Association des Universités
et Collèges du Canada
151, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1P 5N1

© 1985 AUCC
ISBN-0-88876-097-3

Dépôt légal -
Bibliothèque nationale du Canada

TABLE DES MATIÈRES

Conseil d'administration 1984-1985.....1

Établissements membres.....3

Membres associés.....7

Associés honoraires.....9

Membres régionaux et provinciaux.....9

Cadres supérieurs.....11

Rapport annuel - 1984-1985.....13

Rapport des vérificateurs.....25

Organigramme de l'AUCC.....33

Si le passé récent a pu apprendre quelque chose à notre peuple, c'est bien que la complaisance n'a pas de place dans la société canadienne actuelle. De nos jours, il est généralement admis que nous ne pouvons pas considérer comme acquis notre niveau de vie relativement élevé. Nous ne pouvons pas, non plus, supposer que ce vaste pays d'abondance qui est le nôtre continuera, de lui-même, à être une source d'eau claire, d'air pur et de ressources enrichissantes. Il est illusoire de compter que le Canada entrera dans le 21e siècle fort de ses réalisations du passé ou de celles d'autres pays.

Si nous n'affectons pas une plus large part de nos ressources, -- humaines et fiscales, -- à l'édification de l'avenir, si nous ne nous penchons pas sur la nécessité de doter notre pays de citoyens novateurs, très instruits, très habiles et hautement motivés, bref si nous ne prenons pas au sérieux la nécessité d'assurer des niveaux appropriés de financement de l'enseignement supérieur et de la recherche, notre avenir sera terne.

Ces idées sont fort répandues mais il n'existe peut-être pas d'endroit où elles sont mieux comprises que dans les universités du Canada. Durant l'année écoulée, l'Association des Universités et Collèges du Canada a profité de toutes les occasions, bien plus, elle en a créées, pour informer ses divers publics, -- politiciens, tant fédéraux que provinciaux, fonctionnaires, dirigeants de sociétés et d'entreprises commerciales, dirigeants municipaux et le public en général, -- de ses préoccupations au sujet du rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Travaillant de concert avec ses organisations de membres associés et d'autres milieux, l'Association a remporté directement certains succès. Les arrangements actuels du ministère fédéral des Approvisionnements et Services aux fins de l'augmentation des allocations à l'égard des frais généraux dans les contrats de recherche et l'abandon des projets d'imposition des dons de charité qui aurait influé défavorablement sur les universités, en sont des exemples.

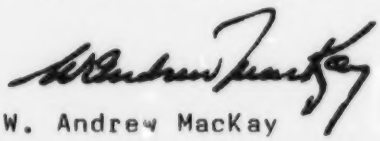
Sur un plan plus vaste, les universités du Canada, collectivement, commencent à comprendre combien il est important de participer, en tout temps, à la détermination des questions d'intérêt public à étudier et de prendre position sur les questions d'actualité qui influent sur l'enseignement supérieur et la recherche. Les énoncés de l'Association sur la recherche, l'accessibilité et les relations internationales, adoptés à l'assemblée générale de mars 1985, et son énoncé de date plus récente sur le bilinguisme, examiné à l'assemblée annuelle d'octobre dernier, sont autant de réalisations importantes dans le cadre des efforts présentement déployés par les universités canadiennes au chapitre de l'éducation du public.

Au fur et à mesure que les universités continueront de mieux saisir les techniques modernes appliquées à l'exercice des pressions, elles s'efforceront d'établir de nouvelles relations avec d'autres groupes de la société qui partagent leurs soucis. Les universités auront besoin d'alliés, -- des dirigeants du monde des affaires et des syndicats, des membres de la communauté culturelle au Canada et des citoyens bien renseignés, -- pour les épauler auprès des gouvernements.

La tâche qui s'impose aux dirigeants actuels des universités consiste à étendre leur champ d'action au-delà du milieu universitaire, à expliquer en quoi le rôle fondamental de l'université, en tant que lieu où s'acquièrent le savoir et la compréhension fondés sur la simple curiosité, est essentiellement important pour l'avenir du pays, peu importe qu'on y voie ou non un avantage économique immédiat; elle consiste également à exercer une influence sur les questions d'intérêt public à inscrire à l'ordre du jour et à s'assurer le vaste appui politique requis pour subvenir aux besoins d'un système universitaire qui se porte bien.

Bien sûr, il n'y a pas de place pour la complaisance dans la société contemporaine et, encore moins, dans les universités canadiennes.

Le président, 1983-1985,



W. Andrew MacKay

CONSEIL D'ADMINISTRATION 1984-1985

Président

M. W.A. MacKay
Dalhousie University

Vice-président

M. David Johnston
McGill University

Directeur général (ex-officio)

M. Allan K. Gillmore

M. L.G. Harris
Memorial University of Newfoundland

M. Patrick Kenniff
Concordia University

M. Myer Horowitz
The University of Alberta

M. B.C. Matthews
University of Guelph

Ex-officio

Président, Association des universités de l'Atlantique

M. Ken Ozmon, Saint Mary's University

Président, Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec

M. Gilles Boulet, Université du Québec

Président, Conseil des universités de l'Ontario

M. Alan Earp, Brock University

Président, Conseil des recteurs d'université de l'Ouest canadien

M. Arnold Naimark, The University of Manitoba

ÉTABLISSEMENTS MEMBRES

Acadia University

The University of Alberta

Athabasca University

Bishop's University

Brandon University

Brescia University

The University of British Columbia

Brock University

The University of Calgary

Campion College

University College of Cape Breton

Carleton University

Concordia University

Dalhousie University

Collège dominicain de philosophie et de théologie

University of Guelph

Huron College

King's College

University of King's College

Lakehead University

Université Laurentienne de Sudbury/Laurentian University of Sudbury

Université Laval

The University of Lethbridge

Luther College

McGill University

McMaster University

The University of Manitoba

Memorial University of Newfoundland

Université de Moncton

Université de Montréal

Mount Allison University

Mount Saint Vincent University

University of New Brunswick

Nova Scotia Agricultural College

Nova Scotia College of Art and Design

Ontario Institute for Studies in Education

Université d'Ottawa/University of Ottawa

University of Prince Edward Island

Université du Québec

Queen's University

Redeemer Reformed Christian College

The University of Regina

Royal Military College of Canada

Royal Roads Military College

Ryerson Polytechnical Institute

Université Sainte-Anne

St. Francis Xavier University

The University of St. Jerome's College

The University of St. John's College

Saint Mary's University

University of St. Michael's College

Université Saint-Paul/Saint-Paul University

St. Paul's College

St. Thomas University

St. Thomas More College

University of Saskatchewan

Université de Sherbrooke

Simon Fraser University

Université de Sudbury/University of Sudbury

Technical University of Nova Scotia

University of Toronto

Trent University

University of Trinity College

Trinity Western University

Victoria University

University of Victoria

University of Waterloo

The University of Western Ontario

Wilfrid Laurier University

University of Windsor

The University of Winnipeg

York University

MEMBRES ASSOCIÉS

Association des bibliothèques de recherche du Canada

Association canadienne des doyens d'éducation

Association canadienne des doyens des études avancées

Association canadienne des écoles de service social

Association canadienne des écoles universitaires de nursing

Association canadienne des écoles universitaires de réadaptation

Association canadienne d'administrateurs de recherche universitaire

Association canadienne du personnel administratif universitaire

Association des directeurs et coordinateurs des programmes de journalisme des universités canadiennes

Association des directeurs de services d'expansion des universités canadiennes

Association des doyens de pharmacie du Canada

Association des écoles forestières universitaires du Canada

Association des écoles d'optométrie du Canada

Association des facultés d'agriculture du Canada

Association des facultés dentaires du Canada

Association des facultés de médecine du Canada

Association des facultés de médecine vétérinaire du Canada

Association des programmes de planification et aménagement urbain et régional des universités canadiennes

Association des registraires des universités et collèges du Canada

Association des services aux étudiants des collèges et universités du Canada

Association pour l'éducation permanente dans les universités du Canada

Comité des doyens de droit du Canada

Conférence des directeurs de départements de chimie des universités canadiennes

Conseil des affaires publiques pour l'éducation

Conseil canadien des administrateurs universitaires en éducation physique

Conseil canadien des écoles de bibliothèques

Conseil interuniversitaire sur les échanges académiques avec l'URSS et l'Europe de l'est

Conseil universitaire des directeurs de biologie du Canada

CUSO

Fédération canadienne de doyens de gestion et d'administration

Union sportive interuniversitaire canadienne (USIC)

ASSOCIÉS HONORAIRES

Conseil des Arts du Canada

Conseil de recherches médicales

Institut de recherches politiques

Conseil national de recherches du Canada

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

MEMBRES RÉGIONAUX ET PROVINCIAUX

Association des universités de l'Atlantique (AUA)

Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)

Conseil des universités de l'Ontario (CUO)

Conseil des recteurs d'université de l'Ouest canadien (CRUOC)

CADRES SUPÉRIEURS

M. Allan K. Gillmore
Directeur général

Me Pierre-Yves Boucher
Directeur général associé-conseiller juridique

Mme Rosemary Cavan
Directeur des communications

M. Robert Patry
Directeur, Relations avec les gouvernements

M. A.B. Larose
Directeur, Services financiers et administratifs

M. D.R. Campbell
Directeur, Secrétariat pour le développement international

Mme Gail Larose
Directeur, Relations internationales et Administration des bourses d'études

M. A.M. Kristjanson
Directeur, Recherche et analyse

RAPPORT ANNUEL

1er octobre 1984 - 30 septembre 1985

REVUE DE L'ANNÉE

À l'automne de 1984, les Canadiens étaient en veine de changement. Ils ont accordé au Parti progressiste conservateur du Canada, dirigé par M. Brian Mulroney, une des plus fortes majorités enregistrées dans l'histoire de la politique fédérale au Canada. Promettant des emplois, une réduction du déficit fédéral et l'entente entre le gouvernement fédéral et les provinces, le nouveau gouvernement donnait aux Canadiens l'espoir d'un avenir plus reluisant.

Pendant ce temps, une commission royale, établie par une administration précédente, se penchait sur la question de cet avenir. La Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, -- Commission Macdonald, -- était un des divers organismes chargés d'étudier des domaines intéressant la communauté universitaire du Canada. Un Groupe fédéral d'étude du développement technologique, institué par le ministre d'État aux Sciences et à la Technologie, un rapport sur le financement de l'enseignement postsecondaire par le gouvernement fédéral et des recherches commandées par le Secrétaire d'État, de même qu'un Groupe fédéral d'étude sur l'éducation et la recherche, établi par le Groupe de travail ministériel chargé de l'examen des programmes, allaient traiter au cours des mois à venir de questions touchant directement les universités canadiennes.

Le modeste appui du Canada à la recherche et au développement, joint à la nécessité évidente d'assurer des niveaux suffisants et stables d'appui du public à l'égard des universités, ont amené l'Association des Universités et Collèges du Canada à attacher beaucoup d'importance aux efforts qu'elle déploie couramment pour faire valoir les intérêts de la communauté universitaire auprès du gouvernement.

L'AUCC a pris des mesures pour élucider sa position sur un certain nombre de questions importantes d'intérêt courant pour la communauté universitaire. À son assemblée générale de mars 1985 elle a approuvé des énoncés concernant la recherche, l'accessibilité et les relations internationales, reportant deux autres projets d'énoncés, -- sur le bilinguisme et sur la formation et le recyclage, -- à une date ultérieure pour plus ample étude.

À la même réunion, l'Association a accueilli son 73e membre, le Redeemer Reformed Christian College.

Soucieuse de ses multiples rôles, l'AUCC a continué d'assurer un large éventail de services à ses membres et à ses organisations de membres associés. Parmi ces rôles il y a lieu de mentionner ceux-ci: agir comme source de renseignements concernant l'enseignement supérieur au Canada, assurer un réseau de communications aux établissements membres et aux groupements de membres associés, faire valoir les intérêts des universités canadiennes auprès du grand public, tant au Canada qu'à l'étranger, encourager l'établissement de liens entre les universités canadiennes et les universités des pays développés et des pays en voie de développement et procéder à des recherches sur des questions qui revêtent de l'importance pour la communauté universitaire.

RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS

L'année sur laquelle porte la présente étude a débuté avec la présentation du deuxième mémoire de l'Association à la Commission royale Macdonald. Ce mémoire traitait essentiellement d'une question qui allait dominer les relations de l'AUCC avec les gouvernements dans les mois à venir. Il réclamait un appui fédéral continu à l'enseignement postsecondaire, l'établissement d'un mécanisme consultatif pour faire valoir les intérêts des universités canadiennes et souligner la nécessité qui s'impose aux deux niveaux de gouvernement de trouver un moyen d'assurer aux universités du Canada des niveaux suffisants de financement stable. Ce mémoire était cité dans le rapport longtemps attendu de la Commission, publié près d'un an plus tard, en septembre 1985.

Les préoccupations au sujet des niveaux appropriés et stables de financement ont également retenu l'attention lorsque l'Association a entamé un dialogue direct avec le gouvernement Mulroney nouvellement élu, le 1er novembre. Dans une lettre adressée au Premier Ministre, l'AUCC se disait inquiète du manque d'entente entre les gouvernements fédéral et provinciaux au sujet de leurs intérêts et de leurs rôles respectifs à l'appui de l'enseignement supérieur au Canada. La demande de l'Association voulant que l'enseignement supérieur figure à l'ordre du jour de la conférence des premiers ministres en novembre 1984 a néanmoins échoué.

Plus tard, ce mois-là, le Secrétaire d'État, l'honorable Walter McLean, était informé de l'appui de l'Association, en principe, à la création d'un comité permanent de la Chambre des communes pour les sciences, la recherche et le financement de l'enseignement postsecondaire, comme le recommandait la Loi sur le financement de l'enseignement postsecondaire proposée par l'Association canadienne des professeurs d'université.

La nécessité d'un appui fédéral continu à l'enseignement postsecondaire figurait à l'ordre du jour lorsqu'une délégation de l'AUCC a rencontré le Premier Ministre en janvier 1985.

Au cours de ce même mois, le président de l'AUCC, M. W. Andrew MacKay, a répondu au rapport du Groupe de travail sur les politiques et programmes fédéraux de développement technologique. Dans une lettre adressée au ministre des Sciences et de la Technologie, l'honorable Thomas Siddon, M. MacKay mentionnait que même si le rapport fait état d'un certain nombre de questions importantes, il ne prévoit pas de base d'ensemble pour la politique fédérale en matière de développement technologique, non plus

que pour l'appui fédéral à la recherche universitaire.

Un rapport sur le financement de l'enseignement postsecondaire et de la recherche par le gouvernement fédéral, commandé par le Secrétariat d'État et établi par M. A.W. Johnson, a été communiqué en mars. L'AUCC a publié une déclaration appuyant le rapport, en principe. Une délégation de l'AUCC, dirigée par le président, M. MacKay, a déclaré le 25 avril devant le Comité sénatorial permanent des finances nationales que le rapport pourrait servir de base à des entretiens sérieux entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Par la suite, le Sénat a décidé d'étudier plus à fond les recommandations contenues dans le rapport. La seconde phase de ses auditions du rapport a été prévue pour l'automne et l'hiver de 1985 et le printemps de 1986.

Pendant ce temps, le rôle du gouvernement fédéral dans le domaine de l'enseignement et de la recherche faisait l'objet d'une autre enquête encore qui devait, cette fois, être menée par un groupe d'étude établi par le Groupe ministériel de travail chargé de l'examen des programmes. Le directeur général de l'AUCC, M. Allan Gillmore, a écrit au Vice-premier ministre, M. Erik Nielsen, le 24 mai, pour lui faire part de l'intérêt qu'il porte à l'établissement et au mandat du groupe d'étude. Par suite de cette expression d'intérêt, M. Benson Wilson, ancien sous-ministre adjoint pour les collèges et les universités, en Ontario, a été nommé président du groupe d'étude et le R.P. Roger Guindon, ancien recteur de l'Université d'Ottawa, a été nommé membre de ce groupe d'étude. Une réunion du groupe avec une délégation de l'AUCC a eu lieu le 27 août.

Les préoccupations constantes de l'Association au sujet du rôle du gouvernement fédéral dans le domaine de l'appui à l'enseignement postsecondaire sont revenues sur le tapis lorsque le ministre des Finances, l'honorable Michael Wilson, a annoncé dans son budget de mai qu'Ottawa avait l'intention de réduire de $2 milliards, par année, l'accroissement des transferts fiscaux aux provinces, d'ici l'exercice financier 1990-1991. Dans une lettre adressée au Premier Ministre Mulroney, en date du 6 juin 1985, le président, M. MacKay, affirmait que le régime allait déstabiliser encore davantage les finances des universités. Il sollicitait une rencontre prochaine avec le Premier Ministre pour discuter de la question. Cette réunion n'avait pas encore eu lieu à la fin de l'année.

Alors que les questions se rapportant aux arrangements concernant le financement des programmes établis ont prédominé durant toute l'année parmi les activités de l'AUCC au chapitre des relations avec les gouvernements, l'Association a adressé des observations au gouvernement concernant un certain nombre d'autres questions intéressant directement la communauté universitaire au Canada. Parmi ces questions il y a lieu de mentionner celle de l'appui aux conseils subventionnaires fédéraux de la recherche.

Le 6 novembre 1984, l'Association priait instamment le Premier Ministre de faire en sorte que des mesures soient prises sans tarder pour assurer des fonds à l'égard des programmes du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, pour 1984-1985. En formulant cette demande, l'Association insistait sur le besoin urgent d'un appui accru aux infrastructures humaines et

techniques qui soutiennent la recherche universitaire.

Les questions pécuniaires ont de nouveau retenu l'attention lorsque le président, M. MacKay, a demandé au ministre des Finances de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu de façon à encourager le secteur privé à être plus généreux à l'égard des universités.

Selon toute apparence, le ministère serait peut-être disposé à répondre favorablement à certaines des demandes de l'Association.

Des observations ont également été adressées au ministre des Affaires extérieures concernant le maintien de l'adhésion du Canada à l'UNESCO, au Comité parlementaire mixte chargé de revoir le Livre vert du gouvernement concernant la politique étrangère du Canada, au Groupe de travail mixte des Affaires extérieures et du Secrétariat d'État pour l'étude de la politique relative aux étudiants étrangers au Canada, ainsi qu'au Comité sénatorial spécial sur la jeunesse.

Le personnel du Secrétariat a prêté son concours à l'organisation, dans le cadre du Système de projection des professions au Canada, d'un colloque sur le rôle de l'enseignement supérieur aux chapitres de l'enseignement et de la formation, par rapport au marché du travail. Le colloque était parrainé par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. En conformité avec la politique de l'AUCC visant au maintien d'une présence visible aux congrès politiques nationaux, des représentants du Secrétariat de l'AUCC ont assisté au Congrès national du Nouveau parti démocratique, tenu à Ottawa à la fin de juin et au début de juillet.

COMMUNICATION AVEC LA COMMUNAUTÉ CANADIENNE

En tant que centre national au Canada pour l'échange de renseignements sur l'enseignement supérieur, l'AUCC joue un rôle important pour autant qu'il s'agisse d'informer le grand public des préoccupations des universités. Elle établit régulièrement des contacts avec les principaux services de nouvelles et de relations extérieures du pays, au moyen de communiqués et d'instructions fournies par le personnel du Secrétariat et par l'intermédiaire des principaux véhicules d'information de l'Association, -- la revue mensuelle Affaires Universitaires et le bulletin de nouvelles Info de l'AUCC qui paraît tous les quinze jours.

En plus de maintenir son programme courant de relations avec les media, l'Association, pour la deuxième fois, a été un promoteur important d'une campagne nationale d'information du public à l'égard des universités canadiennes. Tout au long de l'année, des membres du personnel du Secrétariat ont participé à la planification de la Semaine nationale des universités 1985, -- période d'activité intense au chapitre des communications, prévue pour la semaine du 19 au 27 octobre. Au cours des mois qui ont précédé la campagne, travaillant en collaboration avec les associations régionales et provinciales d'universités et avec le Conseil des affaires publiques pour l'éducation, organisation qui est membre associé de l'AUCC, l'Association a participé à l'établissement d'un programme visant à illustrer le rôle essentiel de l'université dans le développement communautaire, régional et national. Ce programme comportait un recueil d'idées à l'intention des organisateurs de la campagne

au niveau des établissements, un aide-mémoire pour aider les dirigeants d'université dans leurs échanges de vues sur la recherche universitaire et les services à la collectivité et aux fins de la publicité et de la rédaction d'éditoriaux et d'annonces d'intérêt public.

Le programme de publications de l'Association a permis de fournir à des groupes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la communauté universitaire, des renseignements concernant l'enseignement supérieur au Canada. L'année qui fait l'objet de la présente étude a été témoin de la publication de nouvelles éditions de Dirigeants et administrateurs des universités canadiennes, du Répertoire canadien des bourses d'études supérieures, du Répertoire des ressources des universités canadiennes pour le développement international, de l'Inventaire des recherches sur l'enseignement supérieur au Canada et du Compendium de statistique concernant les universités. Ces publications sont des outils de référence importants pour les étudiants éventuels, les chercheurs et les membres des services de nouvelles et d'affaires publiques dans les media.

Pour répondre aux besoins de renseignements des étudiants éventuels, des parents et des citoyens intéressés à la question, le Secrétariat de l'AUCC a établi une série de fiches documentaires indiquant les programmes d'étude offerts dans les établissements membres de l'AUCC. Mise à jour à intervalles réguliers, cette matière est essentielle pour répondre aux demandes croissantes de renseignements en provenance de ces publics.

Les relations de l'AUCC avec le grand public au Canada ne se limitent pas à la communication de renseignements. L'Association fait valoir, à intervalles réguliers, les intérêts des universités auprès d'organismes non gouvernementaux tels que le Consortium des sociétés scientifiques et pédagogiques nationales et le Conseil canadien de protection des animaux. Le Secrétariat entretient également des rapports étroits avec l'Association canadienne des professeurs d'université et la Fédération canadienne des étudiants. Tel a été le cas tout particulièrement en 1985 alors que les deux groupes ont participé à la Semaine nationale des universités.

RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Les universités du Canada entretiennent d'amples relations avec leurs institutions soeurs dans les pays développés et les pays en voie de développement, à l'étranger. Dans bien des cas l'AUCC a été à l'origine de ces relations en favorisant des programmes d'échanges d'enseignants et d'étudiants, l'établissement de liens et la mise en train de travaux de développement. De plus, l'Association se fait le porte-parole des établissements canadiens d'enseignement supérieur à l'occasion de divers forums internationaux.

Dans le cadre des relations courantes de l'Association avec les pays développés, des membres du personnel du Secrétariat ont participé à des réunions culturelles avec des représentants de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Mexique et de l'Union Soviétique. La réunion tenue avec des dirigeants soviétiques à Moscou, en mars 1985, a revêtu une importance particulière. C'est alors que sont apparus les premiers indices de la volonté du Canada de reprendre les échanges officiels d'universitaires avec l'Union

Soviétique, suspendus depuis janvier 1980. À la fin de l'année, le personnel du Secrétariat travaillait à l'établissement d'un nouveau programme visant à la réalisation des objectifs en matière d'échanges d'universitaires en vertu de l'accord général d'échanges avec l'Union Soviétique.

Le Directeur général a représenté l'Association à une réunion de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, à Bruxelles, et il a présenté un travail à une conférence canado-américaine sur les universités urbaines, tenue à Tampa en Floride.

L'Association a également été représentée à une réunion organisée par l'UNESCO et axée sur l'appui de l'organisation aux politiques en matière de formation, à une conférence sur les rôles de la Grande-Bretagne et du Canada au sein du Commonwealth et à l'occasion d'une série de "journées universitaires" organisée par le Centre culturel canadien à Paris pour familiariser les ressortissants français de la localité avec le système universitaire canadien.

Bien que le Canada ne dispose pas de programmes officiels d'échanges d'universitaires avec les États-Unis, il existe depuis toujours d'amples communications savantes entre les universitaires des deux pays. En reconnaissance de cette activité, l'Ambassade des États-Unis a invité un représentant de l'Association à visiter un certain nombre d'établissements et d'associations d'enseignement supérieur aux États-Unis, dans le cadre du programme d'échanges de visiteurs de l'Agence de renseignements des États-Unis.

Pour répondre à un demande en provenance du ministère des Affaires extérieures, l'Association a sollicité des projets de recherche axés sur des aspects des relations bilatérales du Canada avec les États-Unis et le Japon. Après avoir reçu une trentaine de propositions, l'AUCC a assuré l'administration de l'octroi de subventions à la recherche aux candidats heureux. Un programme du même genre est prévu pour 1986.

Le Fonds en fiducie de la Fondation du Japon pour l'encouragement aux études japonaises dans les universités canadiennes figure parmi les divers programmes internationaux administrés par l'Association. Le Fonds a été établi grâce à un don de $1 million accordé par le gouvernement du Japon. Une deuxième revue quinquennale du Fonds a été entreprise l'an dernier et un comité chargé de déterminer les orientations futures de ce Fonds est censé présenter son rapport à l'automne de 1986.

D'autres programmes concernant le Japon ont comporté le recrutement et la sélection de candidats pour le poste de professeur invité en études canadiennes à l'Université de Tsukuba.

Chaque année, le Secrétariat de l'AUCC accueille des délégations d'universitaires en provenance d'un certain nombre de pays. Au cours de l'année qui fait l'objet de la présente étude, des représentants des gouvernements irakien et saoudite, de passage au Secrétariat, ont manifesté de l'intérêt pour un élargissement de leurs relations avec les universités canadiennes. Une autre visite du même genre, de représentants de la Conférence des administrateurs d'université du Royaume-Uni, a amené l'AUCC à prêter main forte à la réalisation de son projet d'échanges d'administrateurs d'université.

Un certain nombre de visiteurs étrangers distingués ont également participé à une conférence sur le développement international organisée par le Secrétariat pour le développement international (SDI), de l'AUCC, et tenue à Winnipeg les 28 et 29 mars 1985. Cette conférence de même que la participation du SDI à une conférence sur la santé dans le monde, parrainée par l'University of Calgary en mai, sont autant de preuves de l'importance grandissante du programme de relations internationales de l'Association avec les pays du Tiers-Monde.

En février, l'AUCC s'est jointe à l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) et à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) aux fins de la signature d'une entente avec l'Organisation des ministres de l'Éducation d'Asie du Sud-Est en vue d'une entreprise intégrée de développement des ressources humaines, fondée sur la collectivité. En vertu des conditions de l'entente comportant une somme de $4.5 millions provenant de l'ACDI, l'AUCC et l'ACCC recruteront du personnel dans les universités et collèges du Canada pour participer aux travaux de développement en Indonésie, en Malaisie, à Singapour, aux Philippines et en Thaïlande.

En octobre 1984, l'Association a participé à un colloque pour l'établissement de structures d'un programme de coopération institutionnelle entre le Canada et la Thaïlande. Le colloque de Bangkok a abouti à un accord selon lequel les universités canadiennes et thaï devraient établir des liens concernant l'énergie et le développement des ressources naturelles et institutionnelles. Des mesures visant à faciliter l'établissement et le maintien de liens entre les universités thaï et canadiennes ont subséquemment été adoptées par l'Association.

Un projet comportant l'établissement des plans, la construction, la fourniture de meubles et d'équipement pour le Collège technique de formation des enseignants au Kenya entrait dans la deuxième phase de sa réalisation au cours de la période sur laquelle porte la présente étude. À la demande de l'ACDI, le SDI a participé à la détermination des ressources et des établissements appropriés au Canada, aux fins de la modernisation des programmes d'étude et des installations matérielles du Collège et à la mise en place de programmes de perfectionnement à l'intention du personnel du Collège. Un consortium formé de la Queen's University et d'Entr'aide universitaire mondiale a éventuellement obtenu le contrat de $7.5 millions aux fins de l'exécution et de la gestion de la phase deux de l'entreprise.

Le SDI a également contribué à l'établissement d'un nouvel accord de lien entre le Comité mixte des administrateurs d'université de Malaisie et l'Association canadienne du personnel administratif universitaire, -- organisation de membres associés de l'AUCC. À l'aide de fonds fournis par l'ACDI, une entreprise visant au perfectionnement des aptitudes à la gestion chez les administrateurs d'université des pays du Tiers-Monde a permis à trois administrateurs d'université de Malaisie d'assister à des conférences et à des ateliers au Canada, au cours de l'été de 1985.

Des entreprises comportant la participation de la Banque mondiale représentent un autre aspect important des efforts déployés par l'Association au chapitre des relations internationales. En février 1985, le Canada signait un

accord de coopération technique en vertu duquel l'ACDI fournira à l'Institut de développement économique, de la Banque mondiale, une somme de $1 million répartie sur une période de trois ans. Cet accord aidera l'Institut à relever le niveau de développement des ressources humaines dans les pays du Tiers-Monde tout en fournissant à des Canadiens, à des sociétés d'experts-conseils, à des associations et à des institutions du Canada, l'occasion de participer aux programmes de développement de la Banque. Le SDI a tenu les établissements membres de l'AUCC au courant de ces possibilités et a communiqué à l'Institut des renseignements concernant quelque 90 participants éventuels.

Les entretiens du SDI avec la Banque mondiale ont amené le Canada à jouer un rôle-clé dans le projet de développement des universités provinciales de Chine, dont s'occupe la Banque. Avec l'aide de la Banque, soit $125 millions en devises américaines et à peu près l'équivalent en ressources investies par la République populaire de Chine, le projet vise à l'accroissement des inscriptions, à l'amélioration des programmes d'enseignement et à la réforme de la gestion dans une soixantaine d'universités provinciales, -- ordinaires, générales, techniques et médicales, -- de Chine. Il sera dirigé par un groupe consultatif international ayant à sa tête l'ancien recteur de la McMaster University, M. Arthur Bourns. Le groupe sera secondé par un secrétariat établi au bureau de l'AUCC à Ottawa.

SERVICES AUX MEMBRES

Une des fonctions-clés du Secrétariat de l'AUCC consiste à tenir les établissements membres et les organisations de membres associés au courant des faits importants qui touchent l'enseignement supérieur au Canada. Au cours des années, l'Association a mis en place un réseau complexe de communications comportant la publication de nombreux bulletins, l'envoi de circulaires et l'établissement de contacts personnels qui répondent aux besoins de renseignements de divers groupes à l'intérieur de la communauté universitaire. En plus de publier la revue à grand tirage, Affaires Universitaires, et des bulletins tels que le Bulletin du SDI et Relations avec les gouvernements, destinés à des auditoires particuliers, l'Association assure un service important de compilation, d'analyse et de distribution de renseignements, utilisé par les administrateurs, les professeurs et les étudiants d'un bout à l'autre du pays.

Le directeur général joue un rôle-clé dans ce processus. Tout au long de l'année, il a participé à des réunions fréquentes avec les dirigeants d'université, d'un bout à l'autre du pays. Il a renseigné ces dirigeants ainsi que leurs vice-recteurs, leurs doyens et leurs chefs de département sur les tendances courantes des pratiques gouvernementales en matière de financement, sur les politiques concernant la recherche et sur une foule d'autres questions intéressant les cadres supérieurs des universités.

Le directeur général associé-conseiller juridique a un rôle semblable, quoique plus spécialisé, à jouer à cet égard. L'année qui fait l'objet de la présente étude a été témoin d'un accroissement de la demande de ses services à titre de conseiller juridique, alors qu'il a aidé les établissements membres à régler des questions de politiques concernant le harcèlement sexuel,

la redondance, la nécessité financière, le droit d'auteur et les mécanismes d'arbitrage mettant en cause des étudiants. Il a assuré des services du même genre à un certain nombre d'organisations de membres associés de l'AUCC. Cependant, c'est peut-être dans le secteur de la négociation collective qu'il a exercé ses fonctions consultatives les plus importantes en tant que conseiller juridique.

Les demandes de renseignements concernant divers aspects de la négociation collective à l'université ont changé à mesure que les administrateurs d'université se sont familiarisés davantage avec les processus de négociation et d'arbitrage et ont acquis une plus ample expérience en la matière. À mesure que ces demandes deviennent plus précises, le personnel du Secrétariat doit répondre en offrant des services plus individualisés.

Le bulletin sur les Relations de travail a continué de fournir des renseignements sur les conventions, les échelles de traitement, les sentences arbitrales et d'importants cas de cour. Sur demande, le Secrétariat fournit également aux membres des clauses particulières de conventions.

Les établissements membres, les organisations de membres associés et d'autres groupes de la communauté universitaire s'en remettent aux aptitudes de l'AUCC au chapitre de la recherche pour satisfaire à d'autres besoins de renseignements. Au cours de l'année, par exemple, le personnel du Secrétariat a étudié la question de savoir dans quelle mesure la connaissance de l'autre langue officielle constitue une condition d'admission aux études de 1er cycle, au Canada. Une enquête a été menée auprès des établissements membres pour déterminer leurs politiques concernant l'investissement en Afrique du Sud. Enfin, comme par les années passées, le Secrétariat a entrepris une enquête au sujet des inscriptions préliminaires d'automne, a analysé les résultats et partagé ses constatations avec les établissements membres et les media d'information.

Un autre service important comporte l'évaluation des titres des professeurs étrangers et la communication de renseignements à l'étranger au sujet des programmes préparant à un grade au Canada. À ce propos, on a constaté au cours de l'année la possibilité d'un certain acheminement vers l'adhésion du Canada à la convention de l'UNESCO concernant la reconnaissance des études, diplômes et grades et vers la ratification de cette convention par le Canada.

Les établissements membres et, plus encore, leurs étudiants bénéficient du programme d'administration de bourses d'études par l'Association. L'aspect unique le plus important de ce programme comporte l'administration du Programme canadien de bourses du Commonwealth. Un communiqué de 1984, émis par le ministère des Affaires extérieures et l'ACDI, annonçant l'augmentation du quota prévu dans le programme, lequel passerait de 300 à 500, a permis à une tranche additionnelle de 200 boursiers de l'étranger, au niveau des grades supérieurs, de venir cette année fréquenter des universités canadiennes dans le cadre de ce programme.

Une étude visant à retrouver les anciens boursiers du Commonwealth, recommandée à l'occasion d'une réunion de la Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth, tenue à Chypre en juillet 1984, a été approuvée par le Canada et la planification préliminaire de l'entreprise a été

amorcée par le personnel du Secrétariat. Les renseignements recueillis à l'occasion de l'étude serviront de base à une évaluation en profondeur du régime canadien.

Le Secrétariat administre également un certain nombre de programmes de bourses des gouvernements étrangers; ces bourses aident les étudiants canadiens au niveau des grades supérieurs à profiter des possibilités d'étude à l'étranger. À cause de la réciprocité des bourses, le nombre de celles qui sont offertes en vertu des programmes a été réduit à la suite de l'annonce de l'intention du ministère des Affaires extérieures de réduire de plus de 30 p. 100 le nombre des bourses offertes par le gouvernement du Canada.

D'autres programmes de bourses administrés par l'Association sont financés par des sociétés et le secteur privé. Le nombre de bourses offertes au niveau du baccalauréat, dans le cadre des programmes en question, est passé d'environ 1,200 à 1,700 au cours de l'année sur laquelle porte la présente étude. Au total, l'Association administre chaque année quelque $9 millions en fonds de bourses d'études.

LE SECRÉTARIAT

Le soutien et le maintien de la longue liste d'activités et de services de l'Association sont assurés par le personnel du Secrétariat d'Ottawa. Les sept divisions du Secrétariat, -- l'Exécutif, les Communications, les Services financiers et administratifs, les Relations avec les gouvernements, le Secrétariat pour le développement international, les Relations internationales et l'Administration des bourses d'étude et la Recherche et l'Analyse, -- jouent un rôle essentiel dans presque tous les aspects de l'activité de l'Association. L'établissement des mémoires et des exposés de politique de l'Association, la réunion de renseignements, la responsabilité de la coordination et du soutien logistique des programmes spéciaux tels que celui de la Semaine nationale des universités et le maintien d'un réseau efficace de communications ne sont que quelques exemples des nombreuses fonctions qui incombent au Secrétariat.

L'année sur laquelle porte la présente étude a été témoin de changements importants aux installations matérielles du Secrétariat. Le bail pour les locaux occupés au 151, rue Slater, à Ottawa a été prolongé de dix ans et les propriétaires de l'immeuble ont convenu de procéder à des rénovations importantes. Les plans de ces rénovations sont en voie d'achèvement et les préparatifs ont été amorcés de façon à perturber le moins possible le travail de bureau au cours de la période de rénovation dont le début est prévu pour le mois de mai 1986.

Pour faire suite à une décision prise au début de 1985 concernant l'achat d'équipement informatique, le matériel a été installé et la livraison des programmes de logiciel a été faite de façon à répondre aux besoins particuliers des diverses divisions. L'automatisation du bureau a donné lieu à des changements importants dans le fonctionnement du Secrétariat au jour le jour. Un programme de formation du personnel a été amorcé et, à mesure que la procédure de bureau se modernisera, le Secrétariat compte réaliser des économies importantes tout en assurant une plus vaste gamme de services.

Au cours de l'année, des experts-conseils de l'extérieur ont entrepris une étude importante des coûts dans l'intention d'établir avec plus de

précision le coût des services offerts aux autres groupes et organisations. Les recommandations formulées dans le rapport des experts-conseils seront mises en application au cours des mois à venir. Il devrait en résulter une plus grande exactitude dans l'établissement des prix de revient, sur les plans interne et externe.

Une étude du rôle de la Division de la recherche et de l'analyse est également en cours. Le but de cette étude consiste à établir une définition plus rationnelle des responsabilités de la Division par rapport aux autres secteurs du Secrétariat et à déterminer des bases appropriées de données à être utilisées par le personnel du Secrétariat. On procède également à une étude du rôle du Centre de documentation de l'Association pour autant qu'il s'agisse de répondre aux besoins de renseignements du Secrétariat, des établissements membres et d'autres groupes au sein de la communauté universitaire.

COUP D'OEIL SUR LE PASSÉ ET SUR L'AVENIR

Selon le mot du président, M. MacKay, "on décèle une nouvelle prise de conscience de même qu'une nouvelle préoccupation dans le grand public au sujet de nos universités". Au cours de l'année qui fait l'objet de la présente étude, le monde universitaire a de plus en plus retenu l'attention des politiciens fédéraux et provinciaux. Les services de nouvelles ont reconnu que l'enseignement supérieur et la recherche reprenaient leur place parmi les questions à l'ordre du jour. De plus, les sociétés ont semblé être davantage portées à se considérer comme associées des universités, travaillant à la réalisation d'objectifs communs par des moyens différents mais complémentaires.

En dépit de ces indices encourageants, les universités ont surveillé avec tremblement les délibérations des politiciens fédéraux et provinciaux pour savoir qui, en fin de compte, devrait se charger des problèmes chroniques de financement de l'enseignement postsecondaire. Au cours de ce débat, on a passé outre à ce qu'un grand nombre considéraient comme étant la question primordiale, à savoir la reconnaissance du fait que les universités sont des institutions essentielles pour l'avenir du Canada et qu'il faut, de toute nécessité, mettre au point un mécanisme qui assure des niveaux appropriés et stables de financement des universités et de la recherche universitaire.

Par l'intermédiaire de l'AUCC et des associations régionales et provinciales d'universités, la communauté universitaire a communiqué ce message aux capitales fédérale et provinciales. Elle a lancé une vaste campagne de sensibilisation du public pour faire pénétrer ce message avec plus de force dans les salles de réunion et dans les salles de séjour du pays. De plus, elle a élucidé sa position relativement à trois questions importantes d'intérêt courant en adoptant une série d'énoncés majeurs concernant l'accessibilité, les relations internationales et la recherche.

Nonobstant ces efforts, à la fin de l'année il paraissait évident que les projets du gouvernement fédéral visant à réduire les dépenses seraient réalisés, en partie, au moyen d'un abaissement du taux d'augmentation de l'aide à l'enseignement postsecondaire. Le président nouvellement élu de l'Association, M. David L. Johnston,

recteur de la McGill University, a résumé, en ces termes, la réponse des universités à cette vilaine façon de réaliser des économies: "Aucun gouvernement ne saurait prétendre à la responsabilité en matière fiscale s'il met en péril les établissements mêmes dont dépendent les Canadiens pour leur avenir."

Il ne fait aucun doute qu'on se soucie de plus en plus de la vitalité du système universitaire au Canada. Cependant, la tâche qu'il appartiendra aux universités d'assumer au cours des mois à venir consistera à faire en sorte que cette prise de conscience et cette préoccupation se concrétisent par des actes.

Coopers
&Lybrand

comptables agréés

99 rue Bank
Ottawa Ontario Canada
K1P 6B9

telephone (613) 237-3702
telex 053 3645

membre du cabinet international
Coopers & Lybrand

le 17 juin 1985

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX MEMBRES

Nous avons vérifié le bilan de l'Association des Universités et Collèges du Canada au 31 mars 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du surplus et l'état du surplus affecté de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Association au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 1 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Coopers & Lybrand

COMPTABLES AGRÉÉS

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA

(constituée en vertu des lois du Canada)

BILAN AU 31 MARS 1985

	1985 $	1984 $
A C T I F		
ACTIF A COURT TERME		
Encaisse	440,500	-
Dépôts à terme	2,392,000	2,087,800
Débiteurs	141,200	157,200
Tranche à court terme des prêts à recevoir	7,700	16,000
Frais payés d'avance	7,600	9,100
	2,989,000	2,270,100
PRÊTS À RECEVOIR (note 2)	-	7,700
	2,989,000	2,277,800
P A S S I F		
PASSIF À COURT TERME		
Avances bancaires	-	344,900
Créditeurs et dettes courues	795,800	30,700
Avances obtenues d'autres organismes (note 4)	1,170,700	880,700
Fonds restreints (note 5)	177,000	181,800
	2,143,500	1,438,100
S U R P L U S		
SURPLUS NON AFFECTÉ	33,900	28,100
SURPLUS AFFECTÉ (note 6)	811,600	811,600
	845,500	839,700
	2,989,000	2,277,800

SIGNÉ AU NOM DU CONSEIL

_____, administrateur

_____, administrateur

Coopers &Lybrand

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA

ÉTAT DU SURPLUS AFFECTÉ

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985 $	1984 $
SURPLUS AFFECTÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	811,600	431,800
AFFECTÉ AU COURS DE L'EXERCICE	-	379,800
SURPLUS AFFECTÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	811,600	811,600

Coopers
&Lybrand

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DU SURPLUS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985 $	1984 $
REVENUS		
Cotisations des membres	2,187,200	1,920,900
Honoraires de service et d'administration	836,100	801,700
Revenu de placement	344,400	215,200
Publicité	212,100	186,800
Subventions	30,300	-
	3,610,100	3,124,600
DÉPENSES		
Conseil et comités	107,200	51,600
Informatique et traitement de textes	130,800	115,800
Location et entretien de matériel	29,800	29,300
Achat d'immobilisations - ordinateur	275,300	-
- photocopieuse	104,400	-
- autre (net)	63,900	31,200
Intérêt et frais bancaires	20,100	17,700
Semaine nationale des universités	-	8,500
Fournitures et frais d'exploitation	143,800	84,100
Coût du personnel	2,038,400	1,899,700
Affranchissement	90,100	87,400
Honoraires	73,500	43,300
Publications et impression	135,500	122,800
Loyer (net)	216,800	107,900
Téléphone et télégraphe	64,200	56,300
Déplacements du personnel	110,500	89,200
	3,604,300	2,744,800
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT VIREMENT AU SURPLUS AFFECTÉ	5,800	379,800
VIREMENT AU SURPLUS AFFECTÉ (note 6)	-	(379,800)
	5,800	-
SURPLUS NON AFFECTÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	28,100	28,100
SURPLUS NON AFFECTÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	33,900	28,100

Coopers &Lybrand

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Immobilisations

Le prix coûtant des immobilisations est imputé à l'exploitation au cours de l'exercice de leur acquisition.

(b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

2. PRÊTS À RECEVOIR

	1985 $	1984 $
9.125% échéant le 1er septembre 1985 et remboursable par paiements égaux de capital et d'intérêt de $1,132	7,700	20,000
12.5% échéant le 31 octobre 1984 et remboursable pendant un maximum de cinq ans	-	3,700
	7,700	23,700
Moins la tranche à court terme	7,700	16,000
	-	7,700

3. IMMOBILISATIONS

	1985 $	1984 $
Mobilier et matériel - au prix coûtant	1,177,800	738,200
Moins: amortissement accumulé et montants imputés à l'exploitation	1,177,800	738,200
	-	-

Coopers &Lybrand

4. AVANCES OBTENUES D'AUTRES ORGANISMES

Il s'agit de fonds détenus par l'Association pour être déboursés après l'approbation préalable de l'organisme qui a fourni les fonds. (Les états financiers des comptes en fiducie devraient être lus avec cette note).

	1985 $	1984 $
Programmes administratifs:		
Programme canadien des bourses du Commonwealth	174,200	318,900
Études japonaises	1,300	(4,800)
Comptes en fiducie	(3,600)	6,500
Bourses d'études et prix	79,300	16,100
	251,200	336,700
Fonds détenus en fiducie:		
Association des facultés de médecine du Canada	88,000	154,600
Association canadienne des écoles de service social	142,000	116,800
Association canadienne du personnel administratif universitaire	4,100	(10,700)
Fédération canadienne des sciences sociales/Fédération canadienne des études humaines	(2,300)	(1,600)
Institut canadien de microreproductions historiques	248,900	138,400
Conseil canadien de protection des animaux	259,700	22,800
Association canadienne des écoles universitaires de nursing	95,100	69,700
Autres organismes	84,000	54,000
	919,500	544,000
	1,170,700	880,700

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

5. FONDS RESTREINTS

Fonds détenus pour besoins spécifiques

	1985 $	1984 $
Secrétariat pour le développement international (d'après le relevé)	158,900	163,400
Rapport sur les études canadiennes	17,200	14,700
Autres programmes	900	3,700
	177,000	181,800

6. SURPLUS AFFECTÉ

Le surplus affecté servira à pourvoir

(a) au coût du matériel, du logiciel et des fournitures nécessaires à l'achèvement du passage à notre propre système informatique;

(b) au coût du remplacement du matériel informatique et du logiciel ainsi que du matériel pour la photocopie, dans cinq ans;

(c) aux frais inhérents aux rénovations à nos locaux loués qui doivent commencer en mai 1986 (à savoir les déménagements, les déplacements de fils et de systèmes téléphoniques, la réinstallation du matériel et des fils du système informatique et le coût des bibliothèques et autres articles d'ameublement).

7. ENGAGEMENTS EN VERTU DES BAUX À LONG TERME

L'Association a fait des arrangements à long terme pour la location de ses bureaux. Le loyer prévu est de $600,000 pour l'année terminée le 31 mars 1986 et de $530,000 en plus de coût de l'indexation pour les quatre années subséquentes. Certains des locaux sont sous-loués à d'autres organisations. Le revenu prévu de la location à ces organisations s'établit à $320,000 pour l'année terminée le 31 mars 1986 et à $180,000 en plus de recouvrement du coût de l'indexation pour les quatre années subséquentes.

8. ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'état de l'évolution de la situation financière a été omis car il ne présente aucune information additionnelle qui pourrait être de valeur.

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS ET COLLÈGES DU CANADA

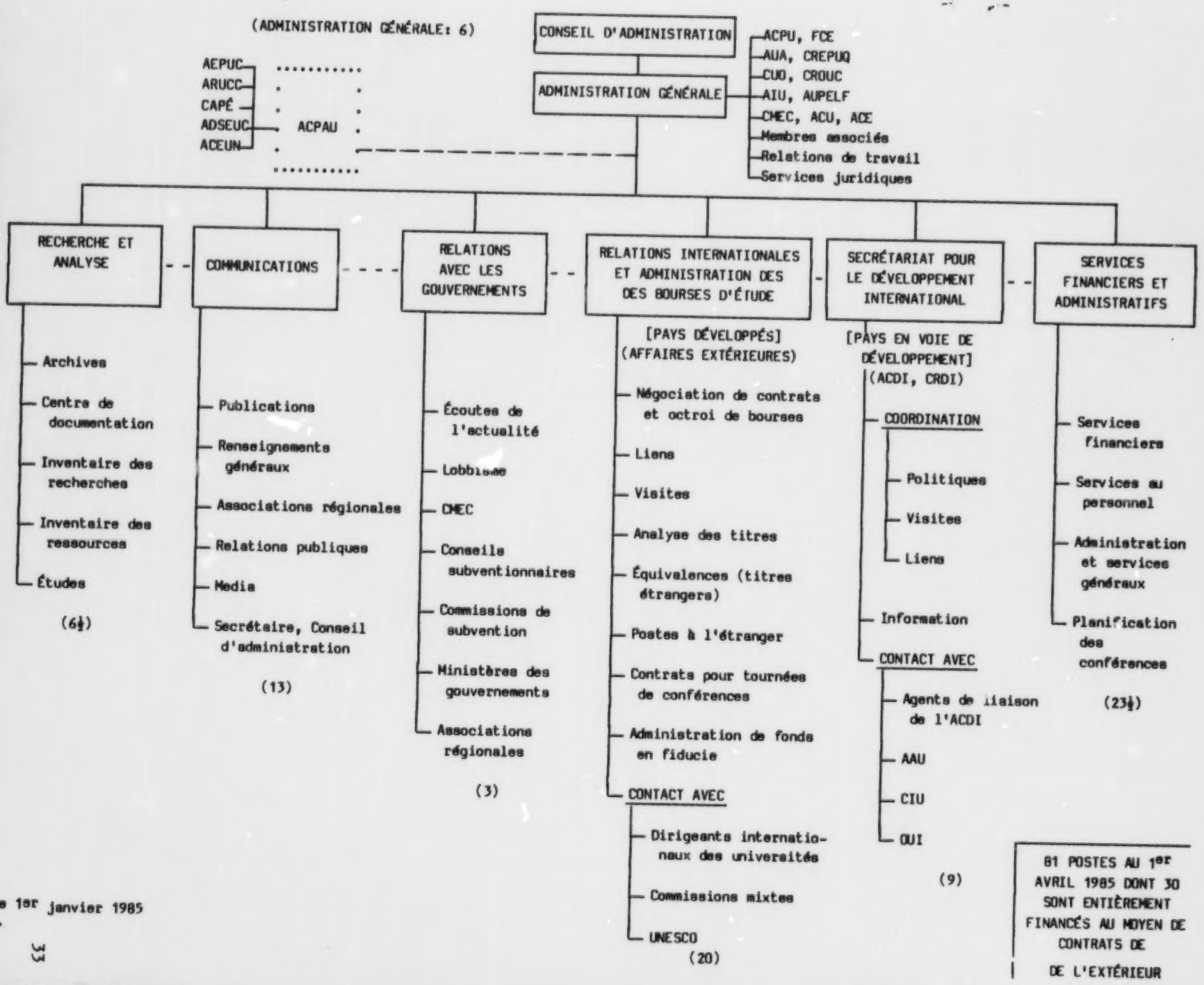
SECRÉTARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RELEVÉ DES OPÉRATIONS

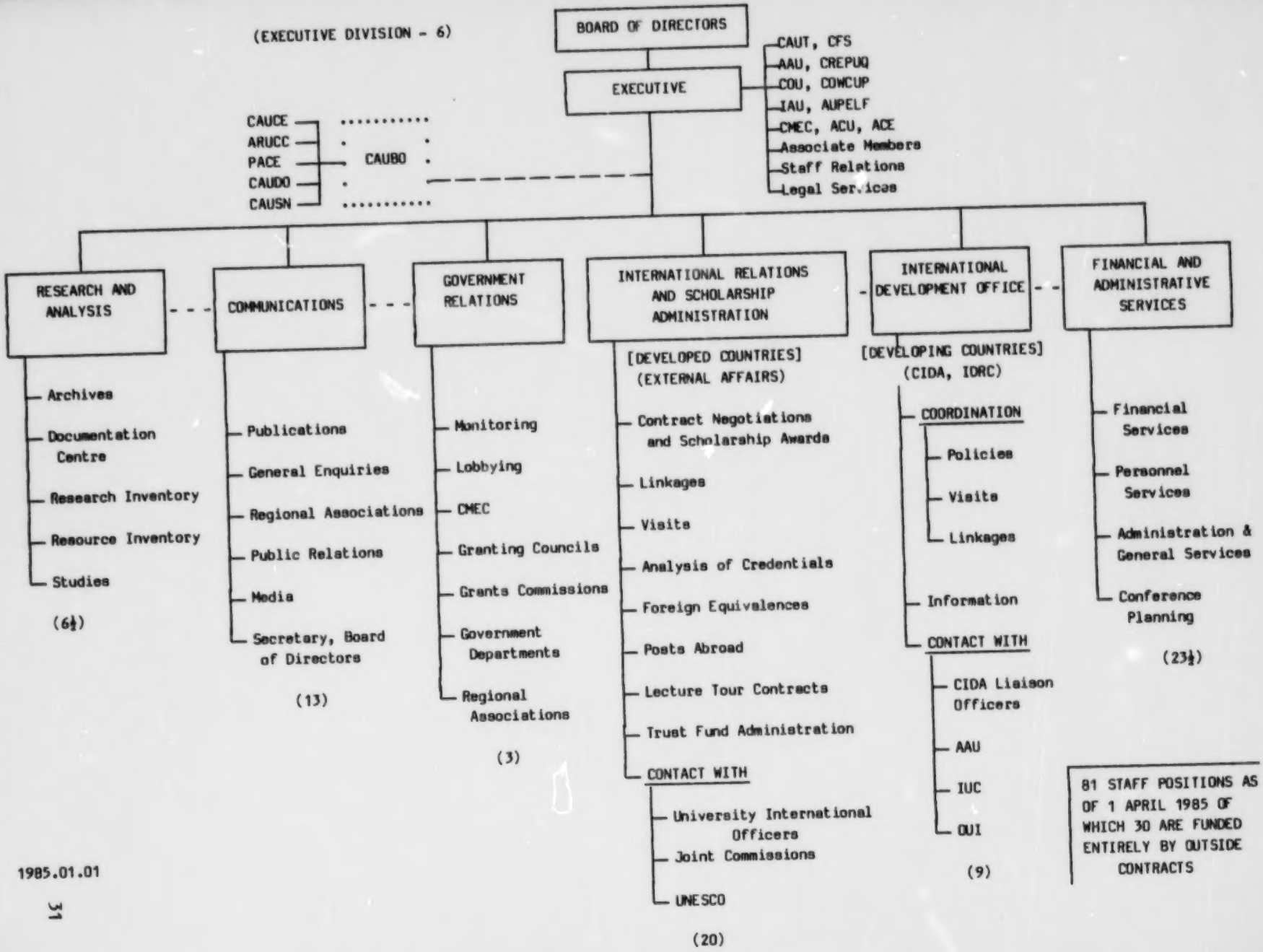
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1985

	1985 $	1984 $
REVENUS		
Subventions		
Agence canadienne de développement international	360,000	325,000
Centre de recherches pour le développement international	63,000	48,000
Projets spéciaux	321,000	356,600
Intérêts	12,400	11,700
Honoraires de service et d'administration	21,400	-
Vente de publications	2,000	3,700
Autres subventions	4,500	-
	784,300	745,000
DÉPENSES		
Conseil et comités	13,700	8,600
Location et entretien de matériel	1,400	2,400
Achat d'immobilisations	1,400	13,000
Intérêt et frais bancaires	2,600	1,300
Frais de cotisations	1,800	1,400
Fournitures et frais d'exploitation	54,900	37,600
Coût du personnel	204,300	173,460
Affranchissement	12,700	10,100
Honoraires	25,500	5,700
Publications et impression	82,700	44,900
Loyer	13,000	6,700
Projets spéciaux	292,500	386,840
Téléphone et télégraphe	7,400	9,700
Déplacements du personnel	20,600	21,400
Assemblée annuelle	37,500	-
	772,000	723,100
REVENU NET DE L'EXERCICE	12,300	21,900
Changement net du bilan	(16,800)	(90,700)
SURPLUS AFFECTÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	163,400)	232,200
SURPLUS AFFECTÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	158,900	163,400

Coopers &Lybrand



Le 1er janvier 1985

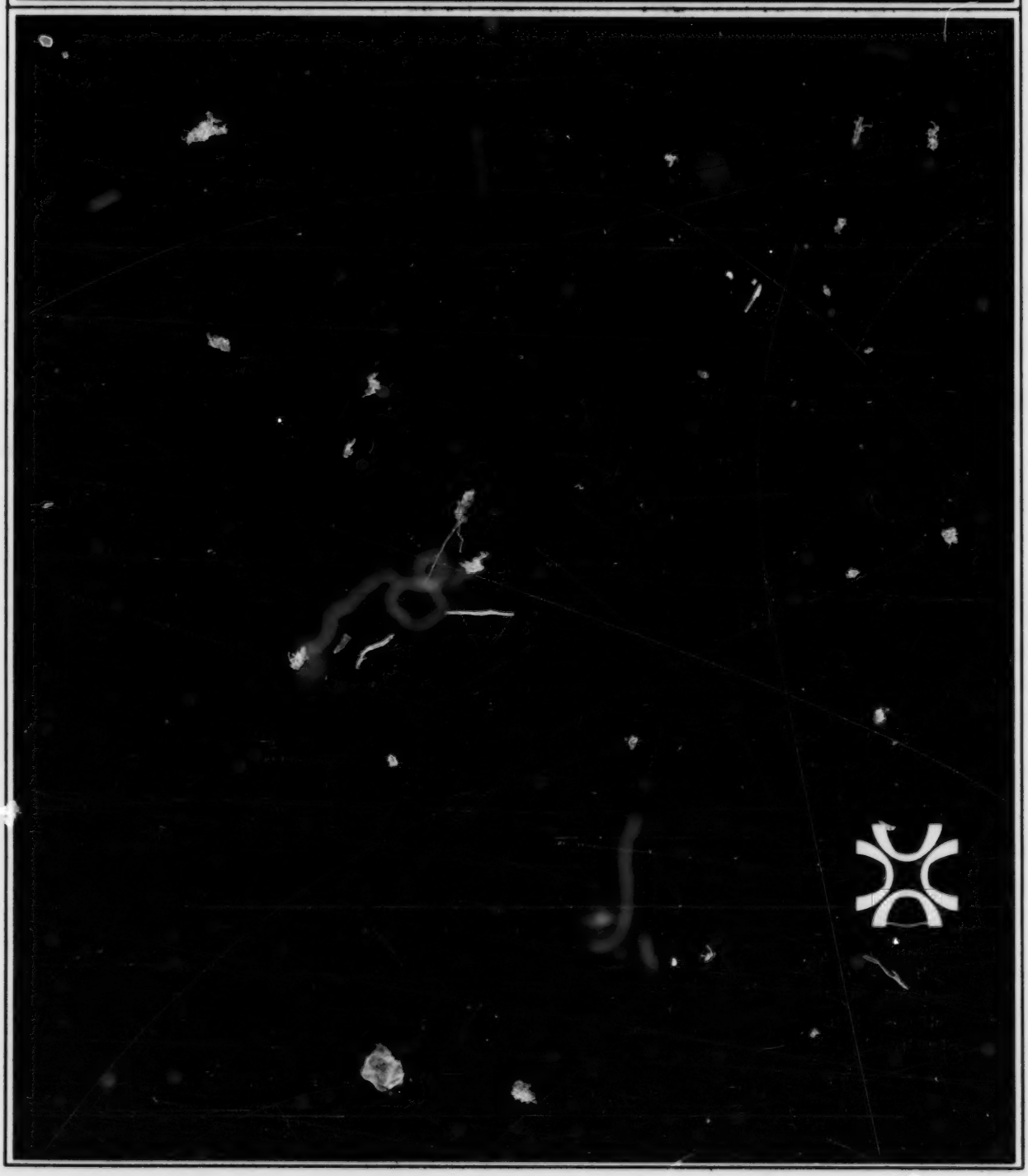

(EXECUTIVE DIVISION - 6)
BOARD OF DIRECTORS
EXECUTIVE
CAUT, CFS
AAU, CREPUQ
COU, COWCUP
IAU, AUPELF
CMEC, ACU, ACE
Associate Members
Staff Relations
Legal Services
CAUCE
ARUCC
PACE
CAUDO
CAUSN
CAUBO
RESEARCH AND ANALYSIS
COMMUNICATIONS
GOVERNMENT RELATIONS
INTERNATIONAL RELATIONS AND SCHOLARSHIP ADMINISTRATION
INTERNATIONAL DEVELOPMENT OFFICE
FINANCIAL AND ADMINISTRATIVE SERVICES
Archives
Documentation Centre
Research Inventory
Resource Inventory
Studies
(6½)
Publications
General Enquiries
Regional Associations
Public Relations
Media
Secretary, Board of Directors
(13)
Monitoring
Lobbying
CMEC
Granting Councils
Grants Commissions
Government Departments
Regional Associations
(3)
[DEVELOPED COUNTRIES]
(EXTERNAL AFFAIRS)
Contract Negotiations and Scholarship Awards
Linkages
Visits
Analysis of Credentials
Foreign Equivalences
Posts Abroad
Lecture Tour Contracts
Trust Fund Administration
CONTACT WITH
University International Officers
Joint Commissions
UNESCO
(20)
[DEVELOPING COUNTRIES]
(CIDA, IDRC)
COORDINATION
Policies
Visits
Linkages
Information
CONTACT WITH
CIDA Liaison Officers
AAU
IUC
OUI
(9)
Financial Services
Personnel Services
Administration & General Services
Conference Planning
(23½)
81 STAFF POSITIONS AS OF 1 APRIL 1985 OF WHICH 30 ARE FUNDED ENTIRELY BY OUTSIDE CONTRACTS

1985.01.01

75

annual report

1984-85



91-03227/

annual report

1984-85

Association
of Universities
and Colleges
of Canada

Copies may be obtained from the:

Publications Office
Association of Universities
and Colleges of Canada
151 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1P 5N1

© 1985 AUCC
ISBN-0-88876-097-3

Deposited with the
National Library of Canada

TABLE OF CONTENTS

Board of Directors 1984-1985.....1

AUCC member institutions.....3

Associate members.....7

Honorary associates.....9

Regional and provincial members.....9

Senior management.....11

Annual report - 1984-1985.....13

Auditors' report.....23

AUCC organization chart.....31

If we, as a people, have learned anything from our recent past, it is this--there is no room for complacency in contemporary Canadian society. It is now widely accepted that we cannot take for granted our comparatively high standard of living. Nor can we assume that this vast and bountiful land of ours will continue, of itself, to be a source of clean water, clean air and wealth-generating resources. It is unrealistic to expect Canada to sail into the 21st century on the record of our past performance or on the achievements of those in other countries.

If we do not commit more of our resources--human and fiscal--to the task of building the future, if we do not address this country's need for an innovative, highly educated, highly skilled and highly motivated people, quite simply, if we do not take seriously the need for adequate levels of funding for advanced education and research, our future will be bleak.

These perceptions are widespread, but perhaps nowhere are they better understood than in Canada's universities. Over the course of the last year the Association of Universities and Colleges of Canada has taken every opportunity, indeed, it has created opportunities, to convey its concerns about the role of higher education and research to its publics--politicians, both federal and provincial, public servants, corporate and business executives, civic leaders and the public at large.

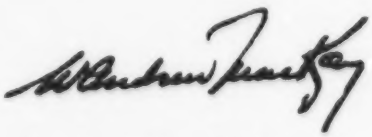
The Association, working in concert with its associate member organizations and others, has scored some direct successes. The arrangements now made by the federal Department of Supply and Services for increased overhead allowances in research contracts and the abandonment of proposals relating to taxation of charities that would have adversely affected universities are examples.

On broader issues, Canada's universities collectively are beginning to learn the importance of having a continuing say in public agenda-setting and of taking a stand on the issues of our times that affect higher education and research. The Association's statements on research, accessibility and international relations, adopted at the March 1985 general meeting, and its more recent statement on bilingualism, discussed at the annual meeting last October, are important steps in the on-going public education efforts of Canadian universities.

As universities continue to develop a clearer understanding of modern-day lobbying techniques, they will seek to forge new relationships with other groups in society that share their concerns. Universities will need allies--business and labor leaders, members of Canada's cultural community, an informed citizenry--to support their case before governments.

The challenge facing today's university executive is to reach out beyond academe; to explain how the fundamental role of the university as a place for the pursuit of knowledge and understanding based on simple curiosity is crucial to this country's future--whether that pursuit is seen to have an immediate economic advantage or not; to influence the public agenda and to muster the broad-based political support necessary to sustain a healthy university system.

There is, indeed, no room in contemporary society for complacency, least of all among Canadian universities.



W. Andrew MacKay
President, 1983-85

BOARD OF DIRECTORS 1984-1985

President

Dr. W.A. MacKay
Dalhousie University

Vice-President

Professor David Johnston
McGill University

Executive Director (ex-officio)

Dr. Allan K. Gillmore

Dr. L.G. Harris
Memorial University of Newfoundland

Dr. Patrick Kenniff
Concordia University

Dr. Myer Horowitz
The University of Alberta

Dr. B.C. Matthews
University of Guelph

Ex-officio

Chairman, Association of Atlantic Universities

Dr. Ken Ozmon, Saint Mary's University

Chairman, Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities

M. Gilles Boulet, Université du Québec

Chairman, Council of Ontario Universities

Dr. Alan Earp, Brock University

Chairman, Council of Western Canadian University Presidents

Dr. Arnold Naimark, The University of Manitoba

MEMBER INSTITUTIONS

Acadia University

The University of Alberta

Athabasca University

Bishop's University

Brandon University

Brescia University

The University of British Columbia

Brock University

The University of Calgary

Campion College

University College of Cape Breton

Carleton University

Concordia University

Dalhousie University

Collège dominicain de philosophie et de théologie

University of Guelph

Huron College

King's College

University of King's College

Lakehead University

Laurentian University of Sudbury/Université Laurentienne de Sudbury

Université Laval

The University of Lethbridge

Luther College

McGill University

McMaster University

The University of Manitoba

Memorial University of Newfoundland

Université de Moncton

Université de Montréal

Mount Allison University

Mount Saint Vincent University

University of New Brunswick

Nova Scotia Agricultural College

Nova Scotia College of Art and Design

Ontario Institute for Studies in Education

Université d'Ottawa/University of Ottawa

University of Prince Edward Island

Université du Québec

Queen's University

Redeemer Reformed Christian College

The University of Regina

Royal Military College of Canada

Royal Roads Military College

Ryerson Polytechnical Institute

Université Sainte-Anne

St. Francis Xavier University

The University of St. Jerome's College

The University of St. John's College

Saint Mary's University

University of St. Michael's College

Université Saint-Paul/Saint-Paul University

St. Paul's College

St. Thomas University

St. Thomas More College

University of Saskatchewan

Université de Sherbrooke

Simon Fraser University

University of Sudbury/Université de Sudbury

Technical University of Nova Scotia

University of Toronto

Trent University

University of Trinity College

Trinity Western University

Victoria University

University of Victoria

University of Waterloo

The University of Western Ontario

Wilfrid Laurier University

University of Windsor

The University of Winnipeg

York University

ASSOCIATE MEMBERS

Association of Canadian Faculties of Dentistry

Association of Canadian Medical Colleges

Association of Deans of Pharmacy of Canada

Association of Directors of Journalism Programs in Canadian Universities

Association of the Faculties of Agriculture in Canada

Association of Faculties of Veterinary Medicine in Canada

Association of Registrars of Universities and Colleges of Canada

Association of Schools of Optometry of Canada

Association of University Forestry Schools of Canada

Association of Urban and Regional Planning Programs in Canadian Universities

Canadian Association of College and University Student Services

Canadian Association of Deans of Education

Canadian Association of Graduate Schools

Canadian Association of Research Libraries

Canadian Association of Schools of Social Work

Canadian Association of University Business Officers

Canadian Association for University Continuing Education

Canadian Association of University Development Officers

Canadian Association of University Research Administrators

Canadian Association of University Schools of Nursing

Canadian Association of University Schools of Rehabilitation

Canadian Council of Library Schools

Canadian Council of University Biology Chairmen

Canadian Council of University Physical Education Administrators

Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies

Canadian Interuniversity Athletic Union

Committee of Canadian Law Deans

Council of Canadian University Chemistry Chairmen

CUSO

Inter-University Council on Academic Exchanges with the USSR and Eastern Europe

Public Affairs Council for Education

HONORARY ASSOCIATES

Canada Council

Medical Research Council

Institute for Research on Public Policy

National Research Council of Canada

Natural Sciences and Engineering Research Council Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

REGIONAL AND PROVINCIAL MEMBERS

Association of Atlantic Universities (AAU)

Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities (CREPUQ)

Council of Ontario Universities (COU)

Council of Western Canadian University Presidents (COWCUP)

SENIOR MANAGEMENT

Dr. Allan K. Gillmore
Executive Director

Mr. Pierre-Yves Boucher
Associate Executive Director-Legal counsel

Ms. Rosemary Cavan
Director of Communications

Mr. Robert Patry
Director, Government Relations

Mr. A.B. Larose
Director, Financial and Administrative Services

Dr. D.R. Campbell
Director, International Development Office

Mrs. Gail Larose
Director, International Relations and Scholarship Administration

Dr. A.M. Kristjanson
Director, Research and Analysis

ANNUAL REPORT

October 1, 1984 - September 30, 1985

THE YEAR IN REVIEW

In the fall of 1984, Canadians were in the mood for a change. They accorded the Progressive Conservative Party of Canada, under Brian Mulroney, one of the largest majorities in the history of Canadian federal politics. Promising jobs, a lower federal deficit and federal-provincial harmony, the new government offered Canadians the hope of a brighter future.

Meanwhile, that future was being examined by a Royal Commission set up by a previous administration. The Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada--the Macdonald Commission--was one of several bodies looking into areas of concern to Canada's university community. A federal task force on technology development appointed by the Minister of State for Science and Technology, a report on federal financing of postsecondary education and research commissioned by the Secretary of State and a federal study team on education and research established by the Ministerial Task Force on Program Review, would, over the next several months, address issues having a direct impact on Canadian universities.

Canada's modest support for research and development, coupled with the obvious need to ensure adequate and stable levels of public support to universities, led the Association of Universities and Colleges of Canada to attach a high level of importance to its on-going efforts to represent the concerns of the university community to government.

The AUCC took steps to clarify its position on a number of important issues of on-going concern to the university community. At its March 1985 general meeting, it approved statements on research, accessibility and international relations, referring two other draft statements--on bilingualism and training and re-training--for further study.

At that same meeting, the Association welcomed its 73rd member, Redeemer Reformed Christian College.

Mindful of its many roles, the AUCC continued to provide a wide range of services to its members and associate member organizations. These roles included acting as a source of information about higher education in Canada; providing a communications network for member institutions and associate member groups; representing the interests of Canadian

universities to the wider community, both in Canada and abroad; encouraging linkages between Canadian universities and universities in developed and developing countries; and researching issues of importance to the university community.

RELATIONS WITH GOVERNMENT

The year in review began with the Association's second submission to the Macdonald Royal Commission. The brief focused on an issue that was to dominate AUCC's relations with governments in the months ahead. It called for continued federal support of postsecondary education, the establishment of a consultative mechanism to represent the interests of Canadian universities and the need for governments at both levels to develop a means of ensuring adequate levels of stable funding for Canada's universities. That brief was quoted in the Commission's long-awaited report when it was issued nearly a year later in September 1985.

Concerns over stable and adequate levels of funding were again the focus of attention when the Association opened a direct dialogue with the newly elected Mulroney government on November 1. In a letter to the Prime Minister, the AUCC expressed concern over the lack of agreement between federal and provincial governments vis-à-vis their respective interests and roles in support of Canadian higher education. The Association's bid to have higher education placed on the agenda of the November 1984 first ministers conference was, nevertheless, unsuccessful.

Later that month, Secretary of State Walter McLean was advised of the Association's support, in principle, for the creation of a House of Commons standing committee on science, research and the financing of postsecondary education, as recommended in the Canadian Association of University Teachers' proposed postsecondary financing act.

The need for continued federal support of postsecondary education was on the agenda when an AUCC delegation met with the Prime Minister in January 1985. That same month, AUCC President W. Andrew MacKay responded to the Report of the Task Force on Federal Policies and Programs for Technology Development. In a letter to Science and Technology Minister Thomas Siddon, Dr. MacKay noted that while the report raised a number of important issues, it did not provide a comprehensive basis for federal policy on technological development nor for federal support of university research.

A report on federal financing of postsecondary education and research commissioned by the Department of the Secretary of State and prepared by Dr. A.W. Johnson was released in March. The AUCC issued a statement endorsing the thrust of the report. Appearing before the Senate Standing Committee on National Finance on April 25, an AUCC delegation headed by President MacKay cited the report as a basis for serious discussion between the federal and provincial governments. The Senate subsequently opted to give the report's recommendations further study. The second phase of its hearings into the report were scheduled for the fall and winter of 1985 and the spring of 1986.

Meanwhile, the federal government's role in education and research was the subject of yet another inquiry,

this time to be undertaken by a study team established by the Ministerial Task Force on Program Review. AUCC Executive Director Allan Gillmore wrote to Deputy Prime Minister Erik Nielsen on May 24 to express an interest in the establishment and mandate of the study team. As a result of that interest, Benson Wilson, former assistant deputy minister for colleges and universities in Ontario was named chair of the study team and Roger Guindon, former rector of the University of Ottawa, was appointed member. A meeting between that group and an AUCC delegation was held on August 27.

The Association's continued concern over the federal government's role in postsecondary support was raised again when Finance Minister Michael Wilson announced in his May budget that Ottawa planned to reduce the growth in fiscal transfers to the provinces by $2 billion annually by fiscal 1990-1991. In a letter to Prime Minister Mulroney dated June 6, 1985 President MacKay said the plan would further destabilize university finances. He requested an early meeting with the Prime Minister to discuss the matter. That meeting had not taken place at year's end.

While matters relating to the Established Programs Financing Arrangements dominated AUCC's government relations activities throughout the year, the Association made representations to government on a number of other issues of direct concern to Canada's university community. Among these was the issue of support for the federal research granting councils.

On November 6, 1984, the Association urged the Prime Minister to ensure that early action be taken to secure funding for the Natural Sciences and Engineering Research Council's 1984-1985 programs. In making the request, the Association stressed the urgent need for increased support of the human and technical infrastructures which sustain university-based research.

Money matters were again the focus of attention when President MacKay requested the Minister of Finance to amend the Income Tax Act to encourage greater private giving to the universities. Early indications suggest that the Department may respond favorably to some of the Association's requests.

Representations were also made to the Minister of External Affairs with respect to Canada's continued membership in UNESCO, to the Joint Parliamentary Committee reviewing the government Green Paper on Canada's foreign policy, to the joint External Affairs-Secretary of State task force on foreign student policy in Canada and to the Special Senate Committee on Youth.

Secretariat staff helped to organize a Canadian Occupational Projection System seminar on the education and training role of higher education as it relates to the employment market. The seminar was sponsored by the Department of Employment and Immigration. In keeping with AUCC policy to maintain a visible presence at national political conventions, representatives from the AUCC secretariat attended the New Democratic Party national convention in Ottawa in late June and early July.

REACHING OUT TO THE CANADIAN COMMUNITY

As Canada's national clearing house for information about higher education, the AUCC plays an important role in conveying university concerns to the larger community. Regular contacts are maintained with the country's major news and public affairs media via communiqués, briefings by secretariat staff and the Association's principal communications vehicles--the monthly newsmagazine University Affairs and the fortnightly newsletter Notes from AUCC.

In addition to its on-going media relations program, the Association, for a second time, was a major player in a nation-wide public awareness campaign on behalf of Canadian universities. Throughout the year, secretariat staff were involved in the planning for National Universities Week 1985--a period of intensive communications activity scheduled for October 19-27. In the months leading up to the campaign, the Association, working in conjunction with regional and provincial university associations and the Public Affairs Council for Education, an AUCC associate member organization, helped to develop program materials aimed at illustrating the essential role of the university in community, regional and national development. These included an ideas booklet for campaign organizers at the institutional level, a briefing booklet to assist university executive heads in discussing university research and community service activities and advertising, editorial and public service announcement copy.

The Association's publications program provided groups both internal and external to the university community with information about Canadian higher education. The year under review saw the publication of new editions of Academic and Administrative Officers at Canadian Universities, the Canadian Directory of Awards for Graduate Study, Canadian University Resources for International Development, the Inventory of Research into Higher Education in Canada and the Compendium of University Statistics. These publications are important reference tools for prospective students, researchers and members of the news and public affairs media.

To meet the information needs of prospective students, parents and concerned citizens, the AUCC secretariat has developed a series of information sheets outlining programs of study available at AUCC member institutions. Updated on a regular basis, this material is vital in responding to the increasing number of information requests from these publics.

AUCC relations with the broader Canadian community are not limited to the provision of information. The Association regularly represents the interests of universities on such non-governmental bodies as the National Consortium of Scientific and Educational Societies and the Canadian Council on Animal Care. The secretariat also maintains close contact with the Canadian Association of University Teachers and the Canadian Federation of Students. This was particularly true in 1985 as both groups were involved in the National Universities Week initiative.

RELATIONS WITH THE INTERNATIONAL COMMUNITY

Universities in Canada have extensive relations with their sister institutions in developed and developing countries abroad. In many instances, the AUCC has been instrumental in initiating these relations by promoting academic exchange programs, linkage agreements and development projects. Moreover, the Association provides Canadian institutions of higher learning with a voice in a variety of international fora.

As part of the Association's on-going relations with developed countries, secretariat staff took part in cultural meetings with representatives from Belgium, The Netherlands, France, Germany, Italy, Mexico and the Soviet Union. The meeting held with Soviet officials in Moscow in March 1985 was particularly significant. It represented the first indication of Canada's willingness to resume official academic exchanges with the Soviet Union since their suspension in January 1980. At year's end, secretariat staff were in the process of drafting a new program to implement academic exchange objectives under the general exchange agreement with the Soviet Union.

The Executive Director represented the Association at a meeting of the Association des universités partiellement ou entièrement de langue française in Brussels and was one of the presenters at a Canada-U.S. conference on urban universities in Tampa, Florida.

The Association was also represented at a meeting planned by UNESCO focusing on the organization's support of training policies; at a conference on Britain's and Canada's roles within the Commonwealth and at a series of "university days" organized by the Canadian Cultural Centre in Paris aimed at familiarizing local nationals with the Canadian university system.

While Canada has no official academic exchange programs with the United States, scholarly communications between academics in the two countries have traditionally been extensive. In recognition of this activity, the U.S. Embassy invited a representative of the Association to tour a number of U.S. institutions and associations of higher learning under the United States Information Agency's Exchange Visitors Program.

Responding to a request from the Department of External Affairs, the Association solicited research projects exploring aspects of Canada's bilateral relations with the United States and Japan. After receiving some 30 proposals, the AUCC administered the awarding of research grants to the successful applicants. A similar program is expected for 1986.

The Japan Foundation Trust Fund for the promotion of Japanese studies at Canadian universities is one of several international programs administered by the Association. The fund was established through a $1 million donation from the Japanese government. A second five-year review of the fund was undertaken last year and a committee charged with outlining future directions for the fund is expected to report by the fall of 1986.

Other programs relating to Japan involved the recruitment and selection of candidates for the post

of visiting professor of Canadian studies at the University of Tsukuba.

The AUCC secretariat each year plays host to academic delegations from a number of countries. During the year under review, representatives of the Iraqi and Saudi governments, when visiting the secretariat, indicated an interest in expanding their relations with Canadian universities. Another such visit by representatives from the Conference of University Administrators of the United Kingdom resulted in AUCC assisting with the implementation of its proposed university administrators interchange.

A number of distinguished foreign visitors also took part in an international development conference organized by the Association's International Development Office (IDO) and held in Winnipeg on March 28 and 29, 1985. This conference and IDO's participation in a conference on international health sponsored by the University of Calgary in May are evidence of the Association's increasingly important international relations program with Third World countries.

In February, the AUCC joined the Association of Canadian Community Colleges (ACCC) and the Canadian International Development Agency (CIDA) in signing an agreement with the South East Asia Ministers of Education Organization for an integrated, community-based human resource development project. Under the terms of the $4.5 million agreement, financed by CIDA, AUCC and ACCC will recruit personnel from Canadian universities and colleges to work on development projects in Indonesia, Malaysia, Singapore, the Philippines and Thailand.

In October 1984, the Association participated in a seminar aimed at setting up a framework for a Canada-Thailand institutional cooperation program. The Bangkok seminar led to an agreement that Canadian and Thai universities should set up linkages on energy, institutional and natural resources development. Steps to facilitate the creation and operation of linkages between Thai and Canadian universities were subsequently put forward by the Association.

A project to design, construct, furnish and equip the Kenya Technical Teachers' College was entering its second phase during the period under review. At the request of CIDA, the IDO helped identify appropriate institutions and resources in Canada to update the College's curricula and physical plant and to provide upgrading programs for college staff. A Queen's University-World University Services of Canada consortium was eventually awarded the $7.5 million contract to implement and manage phase two of the project.

The IDO was also instrumental in fostering a new linkage agreement between the Joint Committee for Malaysian University Administrators and the Canadian Association of University Business Officers--an AUCC associate member organization. With funding provided by CIDA, a project designed to improve the management skills of university administrators in Third World countries enabled three Malaysian university administrators to attend conferences and workshops in Canada during the summer of 1985.

Projects involving the World Bank have been another major thrust of the Association's international relations efforts. In February

1985, Canada signed a technical cooperation agreement under which CIDA will provide $1 million over three years to the Economic Development Institute of the World Bank. The agreement assists the institute in upgrading the level of human resource development in Third World countries while providing an opportunity for Canadian individuals, consulting firms, associations and institutions to become involved in the Bank's development programs. The IDO has kept AUCC member institutions abreast of these opportunities and has passed on to the institute information on some 90 prospective participants.

The IDO's consultations with the World Bank led to a key role for Canada in the Bank's China Provincial Universities Development Project. With Bank support of US $125 million and roughly equivalent resources invested by the People's Republic of China, the project is aimed at achieving enrolment expansion, educational program improvement and management reform at some 60 Chinese provincial normal, comprehensive, technical and medical universities. It will be guided by an international advisory panel headed by former McMaster University President Arthur Bourns. Assisting the panel will be a secretariat located within the AUCC's Ottawa office.

SERVICES TO MEMBERS

Keeping member institutions and associate member organizations apprised of important developments affecting Canadian higher education is one of the key functions of the AUCC secretariat. Over the years, the Association has developed a sophisticated communications network composed of numerous bulletins, newsletters and personal contacts that respond to the information needs of various groups inside the university community. From the widely circulated newsmagazine University Affairs to publications such as the IDO Newsletter and Government Relations designed for specific audiences, the Association provides an important service in the compilation, analysis and distribution of information used by administrators, faculty and students across the country.

The executive director plays a key role in this process. Throughout the year he has held frequent meetings with university executive heads all across the country. He has briefed them and vice-presidents, deans and department heads on current trends in government funding practices, research policy and a host of other matters of interest to senior university administrators.

The associate executive director/legal counsel has a similar, albeit more specialized, role in this regard. The year under review saw his services as legal advisor come under increasing demand as he assisted member institutions with questions on policies relating to sexual harassment, redundancy, financial exigency, copyright and arbitration mechanisms involving students. He provided similar services to a number of AUCC associate member organizations. But perhaps the most important aspect of the legal counsel's consultative role involved questions about collective bargaining.

Information requests pertaining to various aspects of university collective bargaining have changed as university administrators have

become more familiar and more experienced with the bargaining and arbitration processes. As those requests become more specific, secretariat staff are required to respond with more individualized service.

The Staff Relations bulletin continued to provide information on settlements, salary scales, arbitration awards and important court cases. Upon request, the secretariat also provided members with specific contract clauses.

Member institutions, associate member organizations and other groups in the university community rely on the AUCC's research capabilities to meet other information needs. During the year, for example, secretariat staff examined the extent to which knowledge of the other official language is an entrance requirement for undergraduate study in Canada. Member institutions were surveyed to determine their policies on investing in South Africa. And, as in previous years, the secretariat undertook a survey of preliminary fall enrolments, analysed the results and shared the findings with member institutions and the news media.

Another important service involves the evaluation of foreign academic credentials and the provision of information about Canadian degree programs to overseas interests. With respect to the latter, the year saw the possibility of some progress concerning Canada's adherence to and ratification of the UNESCO Convention on the Recognition of Studies, Diplomas and Degrees.

Member institutions and, more significantly, their students, are beneficiaries of the Association's scholarship administration program. The single most important aspect of that program involves the administration of the Canadian Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan. A 1984 announcement by the Department of External Affairs and CIDA to increase the quota of the plan from 300 to 500 resulted in an additional 200 overseas graduate scholars attending Canadian universities under the plan this year.

A tracer study of former Commonwealth scholars, recommended at a meeting of the Commonwealth Education Ministers Conference in Cyprus in July 1984, was supported by Canada and preliminary planning for the project was begun by secretariat staff. Information gleaned from the study will serve as a basis for a comprehensive evaluation of the Canadian Plan.

The secretariat also administers a number of foreign government scholarship programs that help Canadian graduate students take advantage of study opportunities abroad. Because of the reciprocal nature of the awards, the number of scholarships available under the programs was reduced following a Department of External Affairs announcement that it would cut the number of Government of Canada awards by more that 30 per cent.

Other awards programs administered by the Association are funded by private and corporate interests. The number of undergraduate scholarships offered through these programs increased from about 1200 to 1700 during year in review. In total, the Association annually administers some $9 million in scholarship funds.

THE SECRETARIAT

The Association's extensive list of services and activities is supported and sustained by the staff of the Ottawa secretariat. The secretariat's seven divisions -- Executive, Communications, Financial and Administrative Services, Government Relations, International Development Office, International Relations and Scholarship Administration and Research and Analysis--play a vital role in virtually all aspects of Association activity. The preparation of Association briefs and position papers, intelligence gathering, the provision of coordinational and logistical support to special programs such as National Universities Week and the maintenance of an effective communications network are just a few examples of the secretariat's many responsibilities.

The year under review saw major changes to the secretariat's physical plant. The lease of facilities at 151 Slater Street in Ottawa was extended for another 10 years and the property owners agreed to undertake major renovations. Plans for those renovations were nearing completion and preparations were begun to ensure a minimal disruption of office functions during the renovation period scheduled to begin in May 1986.

Following a decision in early 1985 to purchase computing equipment, hardware was installed and software programs were being delivered to meet the specific needs of the various divisions. Computerization of the office effected substantial changes in the secretariat's day-to-day operations. A staff training program was begun and as office procedures become more streamlined, the secretariat expects to realize substantial savings while providing a wider range of services.

A major cost study by outside consultants was undertaken during the year to cost with more precision those services provided to other groups and organizations. The recommendations put forward in the consultant's report will be implemented in the months ahead. The results should be more accurate costing, both internally and externally.

Also underway was an examination of the role of the Research and Analysis division. The purpose of the review was to establish a more rational definition of the division's responsibilities vis-à-vis other segments of the secretariat and to identify appropriate data bases for use by secretariat staff. Under consideration, as well, was the role of the Association's documentation centre in responding to the information needs of the secretariat, member institutions and other groups within the university community.

LOOKING BACK--LOOKING AHEAD

In the words of President MacKay, "there is a new awareness and a new concern for our universities among the public at large". During the year under review, federal and provincial politicians took increasing notice of the university enterprise. The news media recognized that higher education and research were once again on the public agenda. And corporations appeared to be increasingly inclined to see themselves and the universities as partners, working toward common goals, through different but complementary means.

Despite these encouraging signs, universities watched with trepidation as federal and provincial politicians argued over who was ultimately responsible for postsecondary education's chronic funding problems. This debate overlooked what many believed to be the real issue--a recognition that universities are vital to Canada's future and that a mechanism must be developed to ensure adequate and stable levels of funding for universities and university-based research.

Through the AUCC and regional and provincial university associations, the university community took that message to federal and provincial capitals. It launched a major public awareness campaign to bring that message more forcefully into the country's boardrooms and livingrooms. And it clarified its positions on three important issues of concern by adopting a series of major statements on accessibility, international relations and research.

Notwithstanding these efforts, there were clear indications at year's end that federal government plans to curb spending would be achieved, in part, by reducing the rate of increase in the support of postsecondary education. The Association's newly elected President, McGill University Principal David L. Johnston summed up the universities' response to this false economy--"No government can make the claim of fiscal responsibility if it puts at risk the very institutions on which Canadians depend for their future."

There is, indeed, a growing awareness and concern over the health of Canada's university system. But the challenge facing universities in the months ahead is to ensure that this awareness and concern are translated into action.

Coopers
&Lybrand

chartered accountants

99 Bank Street Ottawa
Ontario Canada K1P 6B9

telephone (613) 237-3702
telex 053-3645

a member firm of
Coopers & Lybrand (International)

June 7, 1985

AUDITORS' REPORT TO THE MEMBERS

We have examined the balance sheet of the Association of Universities and Colleges of Canada as at March 31, 1985 and the statements of revenue and expense and surplus and appropriated surplus for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Association as at March 31, 1985 and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting policies set out in note 1 to the financial statements applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Coopers & Lybrand

CHARTERED ACCOUNTANTS

ASSOCIATION OF UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA

(Incorporated under the laws of Canada)

BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1985

	1985 $	1984 $
A S S E T S		
CURRENT ASSETS		
Cash	440,500	-
Term deposits	2,392,000	2,087,800
Accounts receivable	141,200	157,200
Current portion of loans receivable	7,700	16,000
Prepaid expense	7,600	9,100
	2,989,000	2,270,100
LOANS RECEIVABLE (note 2)	-	7,700
	2,989,000	2,277,800
L I A B I L I T I E S		
CURRENT LIABILITIES		
Bank indebtedness	-	30,700
Accounts payable and accrued liabilities	795,800	344,900
Due to other organizations (note 4)	1,170,700	880,700
Restricted funds (note 5)	177,000	181,800
	2,143,500	1,438,100
S U R P L U S		
UNAPPROPRIATED SURPLUS	33,900	28,100
APPROPRIATED SURPLUS (note 6)	811,600	811,600
	845,500	839,700
	2,989,000	2,277,800

SIGNED ON BEHALF OF THE BOARD

_____
Director

_____
Director

Coopers &Lybrand

ASSOCIATION OF UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA

STATEMENT OF APPROPRIATED SURPLUS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

	1985 $	1984 $
APPROPRIATED SURPLUS - BEGINNING OF YEAR	811,600	431,800
APPROPRIATED DURING THE YEAR	-	379,800
APPROPRIATED SURPLUS - END OF YEAR	811,600	811,600

ASSOCIATION OF UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA

STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE AND SURPLUS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

	1985 $	1984 $
REVENUE		
Membership fees	2,187,200	1,920,900
Service and administrative fees	836,100	801,700
Investment income	344,400	215,200
Advertising	212,100	186,800
Grants	30,300	-
	3,610,100	3,124,600
EXPENSE		
Board and committees	107,200	51,600
Data and word processing	130,800	115,800
Equipment rentals and maintenance	29,800	29,300
Fixed asset purchases		
Computer	275,300	-
Photocopier	104,400	-
Other (net)	63,900	31,200
Interest and bank charges	20,100	17,700
National Universities Week	-	8,500
Operating supplies and expenses	143,800	84,100
Personnel costs	2,038,400	1,899,700
Postage	90,100	87,400
Professional fees	73,500	43,300
Publications and printing	135,500	122,800
Rent (net)	216,800	107,900
Telephone and telegraph	64,200	56,300
Travel - staff	110,500	89,200
	3,604,300	2,744,800
EXCESS OF REVENUE OVER EXPENSES BEFORE APPROPRIATION	5,800	379,800
APPROPRIATED DURING THE YEAR (note 6)	-	(379,800)
	5,800	-
UNAPPROPRIATED SURPLUS - BEGINNING OF YEAR	28,100	28,100
UNAPPROPRIATED SURPLUS - END OF YEAR	33,900	28,100

Coopers &Lybrand

ASSOCIATION OF UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

(a) Fixed assets

The cost of fixed assets is charged to operations in the year of acquisition.

(b) Revenue and expense

Revenue and expense are recorded on the accrual basis of accounting.

2. LOANS RECEIVABLE

	1985 $	1984 $
9.125% receivable in blended monthly payments of $1,132, due September 1, 1985	7,700	20,000
12-1/2% receivable over a maximum of five years, due October 31, 1985	-	3,700
	7,700	23,700
Less: Current portion	7,700	16,000
	-	7,700

3. FIXED ASSETS

Furniture and equipment - at cost	1,177,800	738,200
Less: Accumulated depreciation and amounts expensed	1,177,800	738,200
	-	-

4. DUE TO OTHER ORGANIZATIONS

This item consists of funds held by the Association to be disbursed upon approval from the source organization. (The financial statements of the Trust Accounts should be read in conjunction with this note).

Coopers &Lybrand

4. DUE TO OTHER ORGANIZATIONS (continued)

	1985 $	1984 $
Administrative programs -		
Canadian Commonwealth Scholarship and Fellowship Administration	174,200	318,900
Japanese studies	1,300	(4,800)
Trust accounts	(3,600)	6,500
Scholarships and awards	79,300	16,100
	251,200	336,700
Funds held in trust -		
Association of Canadian Medical Colleges	88,000	154,600
Canadian Association of Schools of Social Work	142,000	116,800
Canadian Association of University Business Officers	4,100	(10,700)
Canadian Federation for the Humanities/ Social Science Federation of Canada	(2,300)	(1,600)
Canadian Institute for Historical Microreproductions	248,900	138,400
Canadian Council on Animal Care	259,700	22,800
Canadian Association of Universities Schools of Nursing	95,100	69,700
Other organizations	84,000	54,000
	919,500	544,000
	1,170,700	880,700

5. RESTRICTED FUNDS

This item consists of funds held for designated purposes.

	1985 $	1984 $
International Development Office (schedule)	158,900	163,400
Canadian Studies Report	17,200	14,700
Other projects	900	3,700
	177,000	181,800

Coopers &Lybrand

ASSOCIATION OF UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

6. APPROPRIATED SURPLUS

Appropriated surplus is intended to provide:

(a) For the cost of hardware, software and furnishings necessary to complete the transfer to our own computer system.

(b) For the cost of replacing computing equipment and software and xerox equipment, in five years time.

(c) For the costs associated with the renovations to our rented space, scheduled to begin in 1986 (i.e. moving, relocating telephone wires and systems, relocating computer equipment and wiring, and the cost of bookcases and other furniture).

7. LEASE COMMITMENTS

The Association has entered into long-term rental arrangements for its premises. The anticipated rental payment is $600,000 for the year ending March 31, 1986, and $530,000 plus escalation charges for the following four years. Certain of the premises are sublet to other organizations. The anticipated rental income from those organizations is $320,000 for the year ending March 31, 1986, and $180,000 plus recovery of escalation charges for the following four years.

8. STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION

In the opinion of the directors, a statement of changes in financial position would not provide additional useful information.

ASSOCIATION OF UNIVERSITIES AND COLLEGES OF CANADA

INTERNATIONAL DEVELOPMENT OFFICE

SCHEDULE OF OPERATIONS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1985

	1985 $	1984 $
REVENUE		
Grants -		
Canadian International Development Agency	360,000	325,000
International Development Research Centre	63,000	48,000
Special projects	321,000	356,600
Interest	12,400	11,700
Service fees	21,400	-
Sale of publications	2,000	3,700
Other grants	4,500	-
	784,300	745,000
EXPENSE		
Board and committees	13,700	8,600
Equipment rentals and maintenance	1,400	2,400
Fixed asset purchases	1,400	13,000
Interest and bank charges	2,600	1,300
Membership fees	1,800	1,400
Operating supplies and expenses	54,900	37,600
Personnel costs	204,300	173,460
Postage	12,700	10,100
Professional fees	25,500	5,700
Publications and printing	82,700	44,900
Rent	13,000	6,700
Special projects	292,500	386,840
Telephone and telegraph	7,400	9,700
Travel - staff	20,600	21,400
Annual conference	37,500	-
	772,000	723,100
NET REVENUE FOR THE YEAR	12,300	21,900
Net change in balance sheet accounts	(16,800)	(90,700)
BALANCE - BEGINNING OF YEAR	163,400	232,200
BALANCE - END OF YEAR (note 5)	158,900	163,400

Coopers &Lybrand